

## Politiques de Changement climatique et Droits des citoyens



Aborder le changement climatique est essentiel pour le développement durable du pays. Depuis 1992 des efforts ont été effectués au niveau national pour respecter les décisions de la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC), mais les possibilités bilatérales et multilatérales de financement pèsent sur la façon d'aborder les vrais préoccupations des citoyens, astreintes par un cadre néolibéral. Les organisations de la société civile doivent redoubler leurs efforts d'activisme pour assurer la promotion de justice sociale, d'équité de genre et de développement durable.

### NETRIGHT

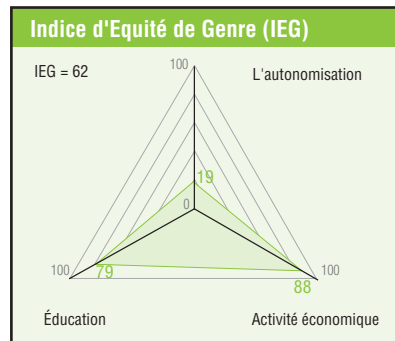
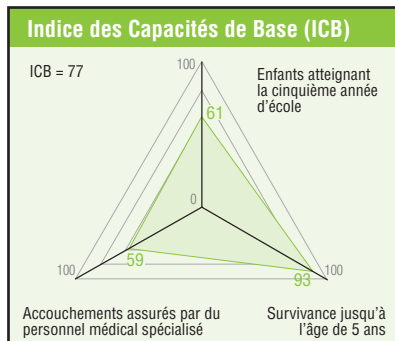
De même que d'autres pays africains, le Ghana a déjà reçu les premiers impacts du changement climatique : climat plus torride, réduction ou augmentation des pluies saisonnières, changements dans les modèles de pluie, inondations, houle, raz de marée et une hausse du niveau de la mer qui provoque des inondations et l'érosion côtière. Il résulte de tout cela une baisse de la sécurité alimentaire, l'augmentation de la transmission de maladies propagées par l'eau, d'importantes pertes économiques dues à la crise climatique et le déplacement de la population motivé par les inondations, la sécheresse et la hausse du niveau de la mer.

Cependant, depuis la Conférence sur le Développement durable de Rio de Janeiro en 1992, suite à laquelle le Ghana adopta la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC) et le Protocole de Kyoto en 1997, le Gouvernement s'est impliqué dans le thème du changement climatique à tous les niveaux, aussi bien mondial que local.

### Initiatives institutionnelles et politiques

Après avoir ratifié l'ensemble des Conventions de Rio sur l'environnement – la CCNUCC, le Protocole de Kyoto, la Convention sur la diversité biologique (CDB) et la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULD) –, le Ghana a établi comme points focaux de politique différentes institutions nationales, dont le ministère de l'Environnement, des sciences et de la technologie (MEST), l'Agence de la Protection Environnementale (APE) et l'Autorité du Ghana pour l'Environnement et le Changement climatique (GECCA).

Néanmoins, la position acritique de ces institutions envers les décisions de la CCNUCC et du PK est problématique. Le Ghana était dans les 23 premiers pays d'Afrique à adhérer en 2009 à l'Accord de Copenhague alors que les pays africains s'étaient inscrits collectivement contre celui-ci. Il semble que le pays ait adopté cette position pour avoir accès aux nombreux guichets de financement disponibles pour des mesures d'adaptation et d'atténuation sur le changement climatique. Toutefois, depuis ce jour le Ghana a échafaudé une Stratégie nationale d'adaptation, créé un Comité national pour le changement climatique et il a élaboré un document de débat sur un cadre de politique nationale relatif au changement climatique (NCCPF, d'après le sigle anglais).



Dans ses Évaluations nationales de communication (NCA), l'Agence de Protection environnementale du Gouvernement a fourni des renseignements utiles sur l'effet des différents scénarios du changement climatique sur certains secteurs économiques, et leur impact sur les moyens de subsistance de la population. Cependant, l'étude des retombées sur les femmes se fonde sur la vulnérabilité de celles-ci au lieu de se fonder sur les droits humains ou le développement humain<sup>1</sup>. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a signalé dans son évaluation des pays qui développent les plans d'action nationaux d'adaptation (PANA):

En général, les PANA considèrent les femmes comme des victimes qui n'ont aucune compétence pour participer à des négociations ou à la planification stratégique. De plus, un grand nombre de plans ne reconnaissent même pas que les femmes puissent contribuer avec leurs connaissances aux processus d'adaptation ou qu'elles doivent être le groupe central des programmes d'adaptation<sup>2</sup>.

Le document de débat sur le NCCPF offre un autre motif de préoccupation. Ses objectifs — 1. Encourager une croissance faible du carbone ; 2. Adaptation effective au changement climatique ; 3. Développement social — semblent tous les trois louables, mais leur mise en place et les retombées politiques laissent fort à désirer. De même que pour des propositions antérieures, le NCCPF est intégré dans un cadre d'options orientées vers le marché, telles que des projets de commerce de carbone, y compris la Réduction des émissions issues du déboisement et la dégradation forestière (REDD). Le NCCPF se centre sur des schémas de financement disponibles pour les pays en développement qui se montrent disposés à mettre de côté le critère d'adaptation et d'atténuation promu par le marché.

### L'engagement de la société civile

Étant donné qu'au Ghana le NCCPF s'est fondé sur une ample consultation faite à une série d'acteurs, y compris des groupes de la société civile tels que Les Amis de la Terre et ABANTU pour le développement, les centres d'intérêt n'ont pas été suffisamment articulés dans le document du débat. Le sujet de l'égalité des femmes en est un bon exemple, puisqu'il est débattu à l'intérieur de l'objectif « développement social » du NCCPF. Même si le document reconnaît la contribution des femmes et le besoin d'aborder les risques qu'elles pourraient courir en raison du changement climatique, la prescription politique mentionne tout juste la nécessité « de mesures telles que la protection sociale pour atténuer les inégalités »<sup>3</sup>.

1 I. Dankelman, "Climate Change: Learning from Gender Analysis and Women's Experiences of Organising for Sustainable Development", en *Gender & Development*, Vol. 10 (2002):21-29; Dankelman, et al., *Gender, Climate Change and Human Security Lessons from Bangladesh, Ghana and Senegal*, (Ghana: Women's Environment and Development Organization (WEDO), ABANTU for Development, Action Aid Bangladesh y ENDA en Senegal, 2008), <www.wedo.org/wp-content/uploads/hsn-study-final-may-20-2008.pdf>.

2 PNUD, Guide de Ressources sur l'égalité entre les genres et le changement climatique, (New York: 2009).

3 Ministère de l'Énergie, des sciences et de la technologie (MEST, selon son sigle en anglais), *Ghana Goes for Green Growth: National Engagement on Climate Change*, (Accra, 2010), p. 13.

TABLEAU 1		
Tendances de la masse forestière du Ghana 1990-2005		
Année	Masse forestière (Hectares)	Indice de Déforestation
1990	7.448.000	-
2000	6.094.000	-18,2%
2005	5.517.000	-9,5%
Moyenne annuelle		-1,8%

Source: Rainforest Alliance, 2006/FAO

### Changement climatique

Les données de 1960 à 2000 mettent en relief une hausse progressive de la température et une diminution des précipitations moyennes annuelles dans toutes les régions agro-écologiques<sup>4</sup>. Les estimations révèlent que la température continuera à monter dans toutes les régions agro-écologiques en moyenne « de 0,6 °C (degrés centigrades) environ, de 2,0 °C et de 3,9 °C pour les années 2020, 2050 et 2080, respectivement », à part la zone de forêt tropicale où la pluie pourrait augmenter. Les données disponibles révèlent aussi une hausse du niveau de la mer de 2,1 mm par an au cours des 30 dernières années, ce qui supposera une augmentation de 5,8 cm, 16,5 cm et 34,5 cm en 2020, 2050 et 2080, respectivement<sup>5</sup>.

Tandis que 23 % de la population urbaine et 51,6 % de la population rurale vit sous le seuil de la pauvreté<sup>6</sup>, il convient de signaler que les données de l'Enquête 2008 sur les niveaux de vie au Ghana (GLSS) révèlent que le nombre de personnes vivant en situation d'extrême pauvreté a diminué de 8,6 points, passant de 26,8% en 1998-1999 à 18,2% en 2005-06<sup>7</sup>. Néanmoins cette tendance pourrait s'inverser, car étant donné la forte dépendance du pays vis-à-vis de l'agriculture et de la sylviculture, les conditions climatiques changeantes ont de graves conséquences sur le niveau de vie des femmes et des hommes dans ces communautés. On a déjà la preuve que les ressources économiques vitales – zone côtière, agriculture et eau – sont touchées par le changement climatique, ce qui se répercute négativement sur les droits des femmes, la pauvreté, la santé et les moyens de subsistance. Les personnes vivant dans des communautés dont le taux de pauvreté est élevé vont être celles qui en subiront le plus négativement l'impact.

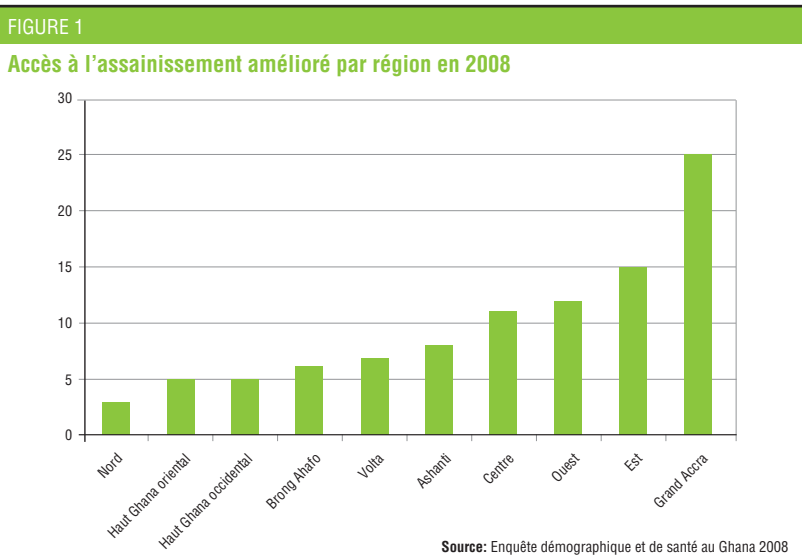
En 2007, les inondations survenues dans la région nord du pays ont démontré que l'impact du changement climatique sur les efforts de développement est impressionnant. On calcule que 317 000 personnes ont été touchées ; 1 000 kilomètres de routes ont été détruites ; 210 écoles et centres de soin ont subi des dégâts et 630 installations d'eau potable ont été endommagées ou contaminées.

4 Modern Ghana, "Climate Change Ghana's Threat to Cocoa Production", (22 août 2008), <www.modernghana.com/news/179906/1/climate-change-ghanas-threat-to-cocoa-production.html >.

5 LWF Youth Blog, "Youth challenge leaders on climate change at UN", (septembre 2007).

6 Le seuil de pauvreté au Ghana a été établi en 2006 sur la base des besoins caloriques pour la nutrition définis dans les seuils de pauvreté.

7 UNDP, *Human Development Report*, (Accra, 2007).



Depuis lors, la variabilité du climat continue à frapper différents groupes sociaux et zones géographiques, ralentissant les efforts entrepris pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Les OMD se sont incorporés à la Stratégie de réduction de la pauvreté au Ghana (GPRS, 1-2003-2005 et GPRS 11-2006-2009), mais l'impact du changement climatique montre déjà clairement que l'Objectif du Millénaire n° 7 (OMD-7) — garantir la durabilité de l'environnement — ne sera pas atteint. Qui plus est et vu le caractère mercantiliste des politiques du Gouvernement menant l'action sur le changement climatique, on voit mal comment les tendances actuelles pourraient s'inverser pour atteindre l'OMD-7.

Les quatre objectifs convenus pour l'OMD-7 sont les suivants :

- Inclure les principes de développement durable dans les politiques et les programmes nationaux et inverser la perte des ressources à l'horizon 2015 ;
- Réduire la perte de la biodiversité, pour arriver à une baisse significative du taux de perte en 2010 ;
- Réduire de moitié le taux de personnes sans accès durable à l'eau potable et à l'assainissement pour 2015 ;
- Obtenir une amélioration significative de la vie d'au moins 100 millions d'habitants des quartiers marginaux à l'aube de 2020.

En ce qui concerne l'indicateur de l'objectif de biodiversité, le pourcentage de la superficie couverte par les bois, on calcule que les forêts du Ghana ont diminué de 8,5 points entre 1990 et 2005, passant de 32,7 % à 24,2 % (voir Tableau 1). La superficie forestière était estimée à 7 448 000 hectares et elle n'a cessé de diminuer chaque année, descendant à 5 517 000 hectares en 2005<sup>8</sup>.

8 Ministère de l'Énergie, des sciences et de la technologie (MEST, selon son sigle en anglais), *Ghana Goes for Green Growth: National Engagement on Climate Change*, (Accra, 2010).

Un autre indicateur mesurant les progrès vers l'OMD-7, celui des « populations sans accès durable à l'eau potable ni aux assainissements élémentaires », montre qu'il est improbable que l'objectif soit atteint en 2015. Les données disponibles de l'Enquête démographique et de la santé au Ghana (GDHS) révèlent que la couverture nationale de l'assainissement amélioré a augmenté de 8,4 points, passant de 4 % en 1993 à 12,4 % en 2008<sup>9</sup>. Il existe cependant suivant les régions de profonds écarts quant à l'accès à un assainissement amélioré. Dans la région du Grand Accra et dans les régions orientales le pourcentage de population ayant accès aux services d'assainissement dépasse la moyenne nationale de 12,4 % ; les régions occidentales sont également proches de la moyenne nationale (Voir Figure 1). D'autres régions, y compris Ashanti et les régions occidentales, restent en dessous de la moyenne nationale, alors que pour les trois régions du nord (Nord, Haut Ghana occidental et Haut Ghana oriental), qui vivent la pire pauvreté, il est moins probable qu'elles aient accès à des installations améliorées d'assainissement<sup>10</sup>.

Le Gouvernement, confronté dès à présent au grave impact du changement climatique, a instauré des institutions nationales chargées de relever le défi. Les solutions politiques, cependant, sont en déphasage avec la détérioration écologique et elles obéissent de préférence aux besoins du marché, de sorte qu'elle ne permettent pas de traiter avec la sensibilité et la spécificité nécessaires les sujets qui préoccupent la société civile. ■

9 Le Service statistique du Ghana (Ghana Statistical Service) et le Service de santé du Ghana (The Ghana Health Service), *The 2008 Ghana Demographic and Health Survey*, (Accra, 2008).

10 Les zones rurales des trois régions septentrionales du Ghana sont très loin d'avoir atteint l'objectif visant l'accès aux services élémentaires d'assainissement. Voir: Commission nationale de planification du développement, *Ghana Objectifs du Millénaire pour le Développement 2007*, (PNUD, 2007).